



BAS-RHIN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 4 avril 2019

sous la présidence du Maire, **M. Jean-Louis HOERLE**

Nombre des membres élus : 33 Conseillers en fonctions : 33

Conseillers présents : 26 Conseillers absents : 7

dont 7 excusés

6 membres ont voté par procuration.

21) POINT DE L'ORDRE DU JOUR :

COMPTE ADMINISTRATIF 2018

Rapporteur : Madame Danielle TISCHLER, Adjointe au Maire.

Monsieur le Maire se retire et ne prend pas part au vote.

ADOpte PAR 25 VOIX POUR – 7 ABSTENTIONS (Mmes FRAASS, LAFORET, VERHAMME, ROMILLY, MM KONRATH, SCHANN, SCHIMMER)

Certifié exécutoire par
le Maire compte tenu de
la réception, en double exemplaire
le **08 AVR. 2019**
et de la publication / notification
le **09 AVR. 2019**
Le Maire,



POUR EXTRAIT CONFORME
BISCHHEIM LE 5 AVRIL 2019
LE MAIRE
JEAN-LOUIS HOERLE
VICE-PRESIDENT DE L'EUROMETROPOLE

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Compte Administratif 2018

Le compte administratif retrace les opérations de gestion de l'exercice. Les grandes masses de l'exécution du budget sont présentées dans le tableau joint et résumées dans la note de synthèse annexée à la présente délibération.

L'article L 2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « le Conseil Municipal arrête le compte administratif qui lui est annuellement présenté par le Maire ».

Cet article est complété par l'article L 2121-14 du même code qui prévoit que « le conseil municipal est présidé par le Maire et, à défaut, par celui qui le remplace. Dans les séances où le compte administratif du Maire est débattu, le conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote ».

Vu les articles L2121-31 et L 2121-14 du CGCT,

Le Comité Directeur a émis un favorable en date du 20 mars 2019

La Commission des Finances a émis un avis favorable en date du 27 mars 2019,

Je vous prie donc de bien vouloir adopter la délibération suivante :

Le Conseil Municipal, après avoir examiné le Compte Administratif 2018 annexé à la présente,

arrête et fixe

Le montant des dépenses et des recettes de l'exercice 2018 selon le détail joint en annexe,

approuve

L'état des restes à réaliser joint au Compte Administratif dont les montants seront reportés et intégrés au Budget Primitif 2019.

	Budget voté 18	Réalisation	Taux de réalisation	Restes à réaliser
Section de fonctionnement				
(A) Dépenses totales dont:	19 009 202.43 €	16 103 006.71 €	84.71%	
Opérations réelles	15 661 667.43€	14 584 863.03 €	93.12 %	
Opérations d'ordre	3 347 535€	1 518 143.08€		
(B) Recettes totales	17 552 100€	18 796 329.33 €	107.08%	
Opérations réelles	17 552 100€	18 789 517,67 €		
(C) Résultat reporté		1 452 102.43 €		
Solde (I= B+ C -A)		4 145 425.05 €		
Section d'investissement				
(D) Dépenses totales, dont:	10 124 262.64€	6 083 922.42 €	60.09 %	3 706 003.79 €
Opération d'équipement	8 310 262.44 €	4 293 064.51 €		
Opération financières	1 814 000 €	1 784 046.25 €		
Transferts entre sections		6811.66€		
(E) Recettes totales, dont	9 336 582.38 €	6 463 606.00 €		2 413 984.69 €
Opérations réelles (hs emprunts)	5 271 625.00€	1 584 856.73		
Opérations financières	3 477 557.38 €	3 360 606.19€		
Opérations d'ordre et cessions d'actifs	587 400.00 €			
Transferts entre sections		1 518 143.08 €		
(F) Solde n-1 reporté		(-) 2 115 816.96 €		(-) 1 292 019.10 € (III)
Solde (II = E-D+ F)		(-) 1 736 133.38 €		
Besoin de financement (II+ III)		(-) 3 028 152.48 €		
Solde de l'exercice (IV = I +II)		2 409 291.67€		
Résultat (III+IV)		1 117 272.57 €		

Certifié exécutoire par
le Maire depuis le 08 AVRIL 2019
la réception en Sous-Préfecture
le 08 AVRIL 2019
et de la publication / notification
le 09 AVRIL 2019
Le Maire,



POUR EXTRAIT CONFORME
BISCHHEIM LE 5 AVRIL 2019
LE MAIRE
JEAN-LOUIS HOERLE
VICE-PRESIDENT DE L'EUROMETROPOLE

Le compte administratif soumis au Conseil Municipal retrace l'exécution du budget principal de la Ville de Bischheim au cours de l'exercice comptable 2018.

I. Section de fonctionnement :

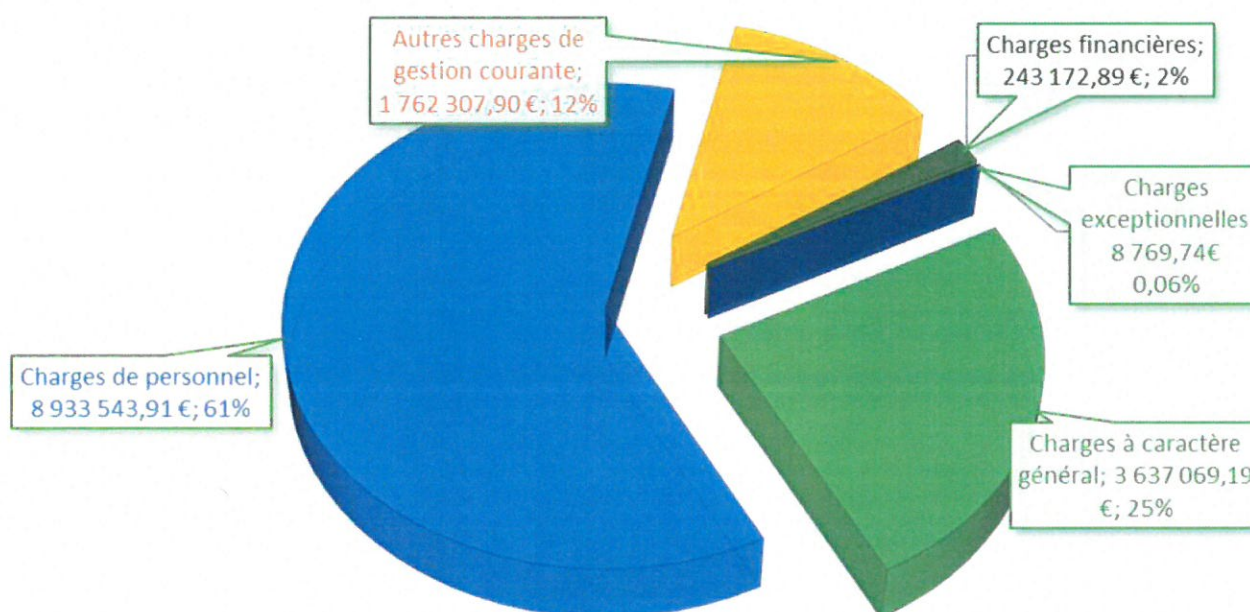
• Focus sur les dépenses de fonctionnement

Le total des dépenses de la section de fonctionnement s'élève à 16 103 006.71€ en 2018 contre 15 226 060.37€ en 2017. Ces hausses s'expliquent par les écritures comptables liées aux cessions, en particulier, celle des jardins familiaux (+929.327€).

Les dépenses réelles s'élèvent quant à elles à 14 584 863,63€ contre 14 645 290.90€ en 2017.

Il s'agit d'une baisse de 0.41% des dépenses réelles s'expliquant par la baisse des frais de personnel (-225 058,83€) et des charges diverses de gestion (-65 493.14€), qui contrebalancent les augmentations des charges à caractère général (+251 089.38€).

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT 2018 **14 584 863,63€**



Le chapitre « Charges Générales », comprenant notamment les charges afférentes aux fluides, à l'énergie, aux divers contrats de maintenance, aux frais de télécommunication s'établit à 3 637 069.19€ (3 385 979.81 € en 2017) soit une hausse de 7.42% par rapport à 2017. Cette augmentation se concentre sur les postes suivants :

- Impôts et taxes (+6.5 %) : ce poste est marqué par la fin d'une exonération sur la redevance sur les ordures ménagères (+10000€). Les autres taxes ou redevances restent stables. Néanmoins, la dynamique d'acquisitions immobilières suppose une hausse des taxes foncières et d'ordures ménagères du parc locatif de la Ville.
- Les engagements contractuels (+ 6.98% €) : Cette évolution est marquée par l'externalisation des prestations d'entretien (+84.000€) et la mise en place du marché « Horodateurs » (+30.000€ pour 2018). Les autres augmentations notables se concentrent sur la hausse des dépenses d'entretien des bâtiments (+25,20% soit +25 639€) et des abonnements internet (+11.505€ soit +13%) malgré des tarifs Telecom très avantageux. A cela se rajoutent les revalorisations réglementaires des marchés en cours.

Ces augmentations sont contrebalancées par une stabilité du contrat relatif à la cantine scolaire, et ce malgré la hausse des effectifs scolaires (+1%) et des prestations revues à la baisse, en particulier sur l'entretien des véhicules (-65.000€), des travaux de peinture (-15.000€), les contrats de maintenance (-10.000€) et des recours à des intervenants mutualisés.

- Contrairement à 2017, les fluides augmentent de 2.38% malgré le groupement de commande avec l'EMS, et ce du fait de l'augmentation de 13% du gaz et limitée par la baisse de 7% de la consommation d'eau.

Les autres charges administratives sont en baisse et limitent la progression en particulier sur les postes suivants :

- Les loyers et charges locatives (-25,19% soit -104.776€) : la réduction de ce poste vient de la disparition des opérations de reprise en régie du parking Leclerc (pour rappel, 75.000€ en 2017) et l'arrêt de la location de places au parking du Cheval Blanc.
- les frais de communication et de représentation sont de nouveau en baisse de 10.63%.

Le chapitre «Charges de Personnel » présente un montant de 8 933 543,91 € en 2018 contre 9 158 602.74€ en 2017 soit une baisse de 2.46%. Pour rappel, la progression avait déjà été limitée à 0.8% en 2017. Cette baisse s'explique par l'absence de revalorisation du point (PPCR gelé sur l'exercice 2018) et surtout par une gestion ciblée des remplacements avec un effort particulier sur les cadres d'emploi A et B.

Le chapitre «Autres charges de gestion courante » globalise un montant de 1 762 307,90 € contre 1 827 801.04 € en 2017, soit une baisse de 3.58%. En effet, l'exercice 2018 est marqué par un effort continu du CCAS pour une meilleure prise en charge des dépenses de fonctionnement accompagné du dynamisme sur la résidence Charles Huck, avec un taux de remplissage proche de 100%. A noter, que le CCAS bénéficie de partenariats fructueux avec les partenaires institutionnels (par exemple, le contrat Enfance Jeunesse avec la CAF). Ainsi la subvention de fonctionnement a pu être revue à la baisse de 100.000€. A noter que le poste « subvention aux écoles » est en hausse de plus de 8% (+42 413€), montrant la volonté de la collectivité de soutenir les projets scolaires.

Les charges financières s'établissent à 243 172,89 € contre 265 602.19€ en 2017 soit une baisse de 8.44% par rapport à 2017. Les charges financières représentent 1.67% des dépenses réelles de fonctionnement de la Ville. Cette baisse s'explique par la volonté de la Ville de poursuivre sa politique de maîtrise de l'endettement, mais aussi par le taux historiquement bas des taux d'intérêt. En effet, du fait de la structure de la dette de la Ville (70% de prêts à taux variable), cette situation bancaire amène une réduction importante de ce poste de dépense. Il convient d'attirer l'attention sur l'aspect conjoncturel et que cette baisse ne peut être considérée en aucun cas comme définitive.

L'ensemble de ces données traduit les efforts engagés par la Ville pour tendre vers une maîtrise des coûts de fonctionnement malgré un contexte économique, financier et réglementaire souvent défavorable.

• **Focus sur les recettes de fonctionnement**

Les recettes totales de fonctionnement s'élèvent en 18 796 329.33 € en 2018 contre 17 448 341.98 € en 2017. Les recettes réelles se montent quant à elles à 18 789 517,67 € contre 17 442 012.86 € en 2017.

Il s'agit d'une hausse de 7.73% due essentiellement à la vente immobilière en particulier, celle des jardins familiaux (+929.327€) qui impacte fortement les recettes dites exceptionnelles.

A noter que les recettes issues des impôts restent stables (+1.88% soit 199 286,74 €) tandis que quasi toutes les autres recettes augmentent, à l'exception des autres recettes de gestion (loyers et décomptes de charges) du fait d'opérations différées sur 2019.

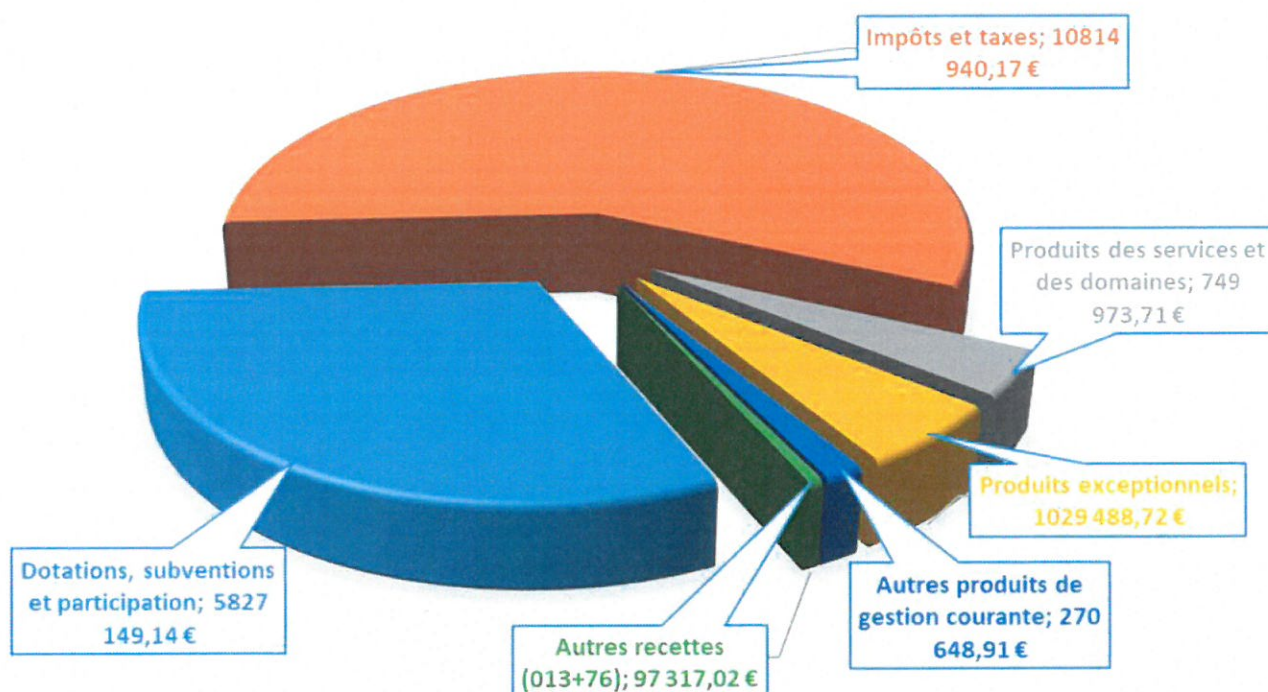
Ainsi les recettes du service augmentent de 27 297,17 € (soit +3.78%), essentiellement sur la restauration scolaire et la billetterie culturelle.

De même, le chapitre « dotations, participation, subvention connaît une progression sensible (+148 017,35 €, soit +2.61%) grâce à des dotations revues légèrement à la hausse et à la récupération de rémunération sur les contrats aidés.

Les atténuations de charges progressent de 44 047,68 € grâce à une action sur les remboursements de prévoyance et de salaires sur les agents titulaires et non titulaires.

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT 2018

18 789 517,67 €



Résultat de fonctionnement 2018 :

Recettes de fonctionnement :	18 796 329.33 €
Dépenses de fonctionnement :	16 103 006.71 €
Résultat brut de fonctionnement 2018 :	2 693 322, 62 € (-+471 041.01€ par rapport à 2017)
Résultat 2017 reporté :	1 452 102.43 €
Résultat à affecter :	4 145 425.05 €

II. Section d'investissement :

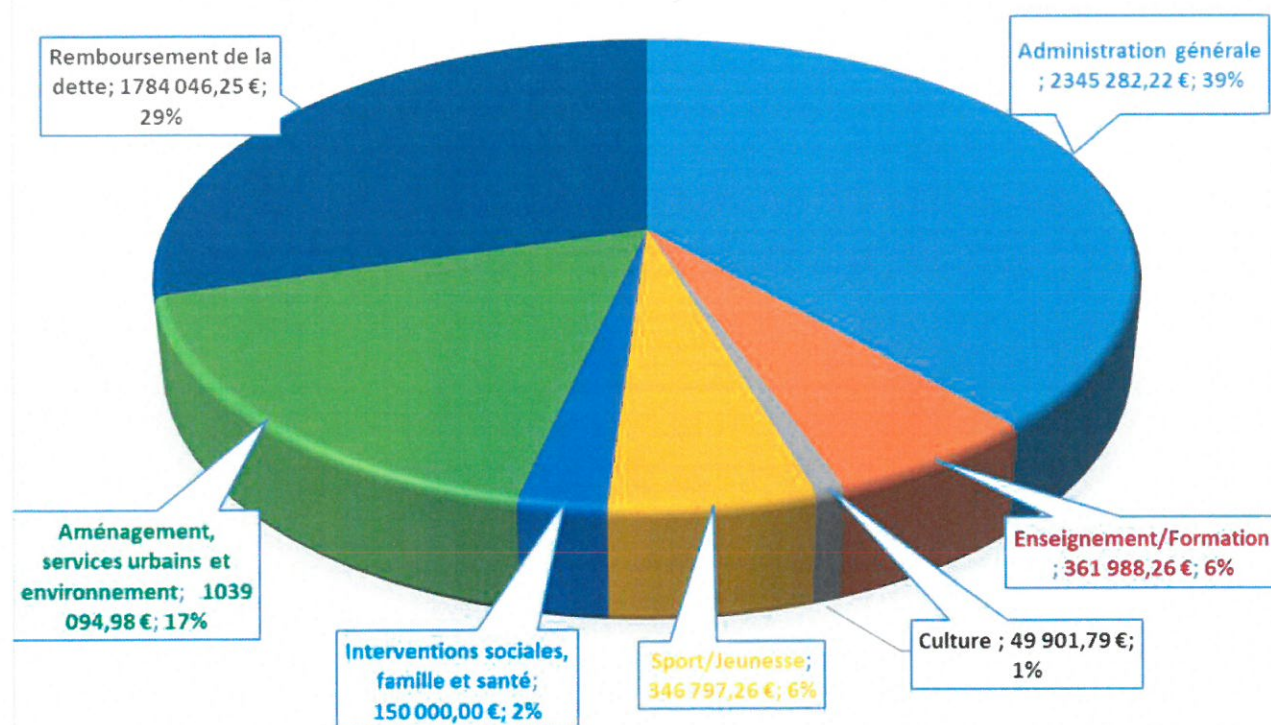
- Focus sur les dépenses d'investissement :

Les dépenses totales d'investissement s'établissent pour 2018 à 6 083 922.42€ contre 5 948 629.57€ en 2017 soit une hausse de 2.27%. Les dépenses réelles s'élèvent à 6 077 110,76 € en 2018 contre 5 939 412.26 € en 2017, soit une hausse de 2.32 % et comprennent notamment :

- 1 784 046,25 € de remboursement de capital de dette dans la perspective d'un désendettement progressif de la Ville de Bischheim et de maîtrise de ce poste en vue d'investissement futur (contre 1 757 804,94 € en 2017)
- Fin de l'opération Ecole République : 137.157€
- Travaux de l'opération Hôtel de Ville : 1.871.583€
- Mise en sécurité et entretien du patrimoine communal : 555.797€ (dont 230.000 € pour le parc des sports, 79.000 € pour l'accessibilité et 74.002€ pour les bâtiments scolaires et auditorium)
- Poursuite de la politique d'acquisition immobilière : 433 602€
- Travaux de l'opération jardin familiaux : 318.302€
- Modernisation informatique : 307.600€ (dont 66.000€ pour le BIM et 139 894€ pour les équipements informatiques des écoles)
- Aménagements extérieurs et qualité de vie : 204.693€ (dont 159.000€ pour le Parc Wodli)
- Poursuite de la modernisation de l'éclairage public et de l'enfouissement de réseaux : 195.00€
- Petit investissement et mobilier : 140.000€

DEPENSES REELLES D INVESTISSEMENT 2018

6 077 110,76 €



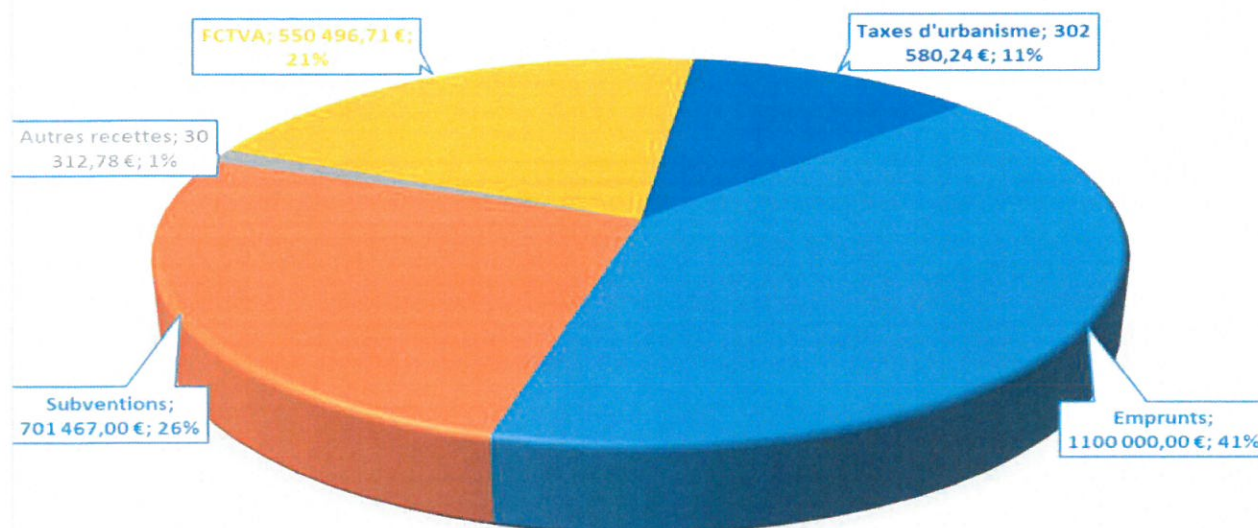
- **Focus sur les recettes d'investissement :**

Les recettes d'investissement d'un montant de 6 463 606€ en 2018 (contre 4 072 771.68€ en 2017) dont 2 684 856,73 € de recettes réelles (contre 972 824.62€ en 2017).

Les recettes réelles sont constituées pour 1 801 467,00 € (contre 245 749.00 € en 2017) de recettes d'équipements (emprunt et subvention) et pour 883 389,73€ (contre 660 134.77€ en 2017) de recettes dites financières (dont FCTVA et taxe d'urbanisme).

RECETTES REELLES D INVESTISSEMENT 2018

2 684 856,73 €



Résultat d'investissement 2018:

Recettes d'investissement 6 463 606.00 €

Dépenses d'investissement : 6 083 922.42 €

Résultat brut d'investissement 2018 : (+) 379 683.58 €

Résultat 2017 reporté : (-) 2 115 816.96 €

Résultat d'investissement (-) 1 736 133.38 €

L'excédent sur le résultat brut d'investissement 2018 s'explique par un traitement tardif de certaines dépenses d'investissements en fin d'année, repoussant ces dépenses en reports sur l'exercice 2019.

Le déficit d'investissement in fine s'explique par une hausse des dépenses d'investissement (6 083 922,42 € contre 5 948 629.57 € en 2017) et un très bon taux d'exécution de plus de 60% (hors reports) proche des 65.36% en 2017.

En ce qui concerne les taux de réalisation :

- En fonctionnement : 93.12 %, contre 93.34 % en 2017
- En investissement (sans les restes à réaliser = dépenses engagées en attente de paiement) :
60.05 % contre 65.36 % en 2017
- En investissement (avec les restes à réaliser = dépenses engagées en attente de paiement) :
96,69 % contre 98.09 % en 2017.